Canadian Centre
For Foreign Policy
Development

Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère

125 promenade Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1A 0G2
Telephone/Téléphone : **613 944 8278** Fax/Télécopieur : **613 944 0687**
www.cfp-pec.gc.ca

101-00761/

ORIGINES ET IMPACTS DE LA CRISE FINANCÈRE EN ASIE ORIENTALE

Table-ronde

8 avril 1998

Origines et impacts de la crise financière en Asie orientale

Table-ronde du 8 avril 1998

Le Groupe d'études et de recherche sur l'Asie contemporaine (GÉRAC), rattaché à l'Institut québécois des hautes études internationales (IQHEI), en collaboration avec le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère ont organisé une table-ronde sur les origines et impacts de la crise financière en Asie orientale.

Cet événement qui s'est déroulé mercredi le 8 avril 1998 réunissait différents experts sur la question, en l'occurence Mme Gilliane Lapointe, responsable des communications au Service de planification et coordination régionales pour l'Asie-Pacifique, du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, le professeur Zhan Su, du département de Management, le professeur Rodophe De Koninck, du département de Géographie ainsi que le professeur Gérard Hervouet, du département de Science Politique.

Cette table-ronde s'inscrivait en continuité avec le Forum sur les relations internationales du Canada qui s'est déroulé à Québec au mois d'Août dernier. Ce forum, comme nous en a fait état Jean-François Marion, étudiant à la maîtrise en relations internationales, a abordé différentes thématiques concernant la politique étrangère du Canada dans la région Asie-Pacifique, soient les questions des droits de la personne, du développement durable, de la liberté de presse et d'expression et de l'établissement de codes d'éthique dans les relations commerciales avec l'Asie.

Ce rapport se module en deux parties: le résumé des quatre présentations qui ont eu cours lors de cette table-ronde ainsi que le sommaire des discussions qu'elles ont suscitées.

Spécificités et contraintes économiques

par ***Zhan Su***, professeur au département de Management, Université Laval

Le professeur Su a amorcé son exposé en résumant à la nature de la crise. Cette crise est sans précédent, en ce sens que dans un contexte de mondialisation, la gestion de la croissance et du flux financier sont de nouveaux problèmes jusqu'alors ignorés. Selon ce dernier, bien que la crise ait débuté intialement en Thaïlande, elle s'est très rapidement répandue dans d'autres pays asiatiques et ses répercussions sont d'ordre mondial. En effet, le marché boursier, voire l'économie du monde entier ont été lourdement affectés.

C'est d'ailleurs ce qui rend cette crise aussi complexe puisqu'elle soulève une dichotomie entre la tradition asiatique versus la « modernité ». Les pays asiatiques ont voulu s'appuyer sur le modèle de développement des japonais et des quatres

dragons asiatiques. Ce modèle repose sur le dévelopement d'une économie extravertie, des investissements massifs dans les activités économiques et une étroite collaboration entre les autorités et les entrepreneurs, ces autorités demeurant toutefois directives. L'application de ce modèle à l'époque de l'essort économique des quatres dragons a été facilitée par l'existence du système de valeurs asiatiques privilégiant le collectivisme au détriment de l'individu.

En conclusion, le professeur Su considère que la crise révèle l'incapacité des gouvernements de certains pays asiatiques d'adapter ce modèle au nouveau contexte mondial.

Comment faut-il envisager l'avenir dans de telles circonstances? Le professeur Su a d'abord présenté deux opinions divergentes des spécialistes en la matière: certains corroborent une vison négative selon laquelle les pays asiatiques sont condamnés, la crise marquant pour eux la fin du miracle asiatique; d'autres, plus optimistes, croient que le seuil critique a été atteint, impliquant ainsi une reprise de la croissance économique d'ici deux ans, les ressources humaines et naturelles demeurant inchangées et l'industrie étant toujours présente. L'opinion du professeur Su à cet égard s'appuie sur un proverbe chinois: « le danger implique des situations propices ». Comme il est question d'une crise profonde, cette reprise ne pourra se dérouler qu'en effectuant une réforme autant financière, économique, sociale que politique.

Où en sont les populations?
par ***Rodolphe De Koninck***, professeur au département de Géographie, Université Laval

Le professeur De Koninck pose certaines des prémisses de cette crise. D'abord, selon lui, la situation actuelle est la conséquence directe de la mondialisation dont la mauvaise gestion politique et financière est en cause. Plus qu'une crise économique, nous assistons à une remise en question d'un modèle de civilisation, conséquence du développement effréné qui ravissait tant les tenants de la mondialisation. Bien qu'unis par ce phénomène mondial, les pays d'Asie orientale montrent une diversité ainsi que des disparités importantes au niveau de leur développement où richesse et pauvreté sont en continuelle opposition. Ces disparités sont non seulement observables entre les pays mais aussi à l'intérieur même de leur propre circonscription (ex. disparités extrêmes des revenus en Indonésie et encore davantage en Thaïlande, en opposition à la relative l'homogénéité observable à Singapour). Le degré d'intégration au marché mondial y étant très variable, les effets de la crise sont différemment perceptibles selon les pays.

Dans ce contexte, qu'elles sont les retombées sur les conditions de vie de la population? Le professeur De Koninck fait état de différentes situations. Tout d'abord, comme la population est encore majoritairement paysanne, le premier problème est d'ordre alimentaire. Des différences s'établissent en fonction du niveau de dépendance à l'endroit des intrants industriels et du pouvoir d'achat des

populations, les effets se situant principalement au niveau d'une chute de production et de l'approvisionnement. Étant donné tant la crise que la relaxe qui souffle sur la législation pour la protection des ressources locales, la pression sur les forêts, source d'énergie pour l'économie domestique paysanne, est décuplée: ceux qui habitent à l'orée des aires forestières sont plus souvent qu'autrement contraints de couper les arbres pour leur consommation énergétique quotidienne.

On peut aussi identifier d'autres types de conséquences parmi les populations comme la montée des nationalismes ainsi que les différentes tensions internes. À cet égard, signalons les coalitions anti-étranger présentes, par exemple, en Corée du Sud, ayant pour objectif de contester les importations et inciter les populations à consommer les produits locaux. La réanimation de certaines tensions inter-ethniques locales compte parmi les conséquences les plus déplorables de la crise. Sur ce plan, l'Indonésie est particulièrement touchée, alors qu'aux tensions emtre certaines ethnies s'ajoute le ressentiment des populations à l'endroit des élites et du gouvernement, le clientélisme qui y prospère étant de plus en plus remis en question au sein de l'opinion publique. Enfin, parmi les ressentiments inter-ethniques, il y a ceux qui sont toujours adressés en situation de crise à la minorité chinoise, dont la contribution aux activités économiques est cruciale, comme en témoigne le contrôle qu'elle exerce sur une part dominante des investissements locaux.

Les vulnérabilités politiques
par ***Gérard Hervouet***, professeur au département de Science Politique, Université Laval

Dans un contexte de crise, il est incontournable de parler de vulnérabilité politique, cette vulnérabilité n'étant toutefois pas une réalité nouvelle des pays d'Asie orientale, affirme le professeur Hervouet. Ce n'était qu'une question de temps pour que ces maux surgissent, la crise n'ayant eu comme incidence que d'aggraver la situation et entraîner « les périls de la prospérité », antérieurement décelables.

Parmi les maux principaux notons la segmentation de la population en classes sociales, particulièrement de la classe moyenne entraînant des disparités en terme de revenu entre les riches et les pauvres. Ces clivages, bien que déjà présents avant la crise, ont donné lieu à des revendications touchant différents domaines: l'habitat, l'éducation, la santé, la consommation. Nous assitons à un désir de la classe moyenne d'une participation politique accrue, entraînant l'émergence d'un pluralisme politique. Depuis 1987-1988, la liberté individuelle prime sur les valeurs traditionnelles soulevant le désir d'amorcer un processus de démocratisation et une pluralité d'idéaux. C'est, entres autres phénomènes, ce que l'on peut observer en Corée du Sud. De nouveaux réseaux de contrôle plus informels apparaissent et l'on assiste à une scission du corps étatique (armée, police). De plus, ces réseaux jouent un rôle notable par leur insertion dans le développement économique.

Les effets de ces revendications et de la croissance économique s'observent à différents niveaux mais sont difficilement quantifiables étant donné la rapidité, l'ampleur et la gravité de la crise dans certains pays plus isolés.

À titre d'exemple, le professeur Hervouet souligne, tout d'abord, l'aggravation des marquages ethniques, particulièrement présent en Indonésie à l'égard de la minorité chinoise. Dans un deuxième temps, il fait allusion aux clivages religieux référant au cas de l'islam en Malaysia et en Indonésie. Un troisième effet s'observe par la xénophobie à l'égard des étrangers et du Fonds Monétaire International, citant l'exemple de la Corée du Sud où les compagnies se sont soulevées contre les étrangers et les japonais. On note aussi une augmentation des migrations, particulièrement de la classe moyenne qui manifeste sa perte de confiance envers le gouvernement. Ces migrations s'observent entre Singapour, les États Unis, l'Australie ou le Canada. Finalement, on souligne l'augmentation du désir des populations vers un pluralisme politique et une liberté fondamentale.

En guise de conclusion, le professeur Hervouet fait état de certaines anticipations qui découlent d'une intervention plus forte de l'État asiatique vers une nouvelle mobilisation nationale. L'économie de marché est-elle compatible ou non avec l'autoritarisme? Quelles seraient les conséquences d'une réforme structurelle profonde? Voici des questionnements auxquels il est impossible pour le moment d'apporter une réponse.

Les impacts sur les politiques canadiennes

par ***Gilliane Lapointe***, responsable des communications, Service de planification et de coordination régionales pour l'Asie-Pacifique, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

La crise financière en Asie touche tous les pays industriels exportateurs. Le Canada effectue 8,25% de ses exportations totales avec cette région. Il est toutefois trop tôt pour évaluer les effets de cette crise sur la performance commerciale du Canada, mais selon Mme Lapointe « on peut s'attendre à un fléchissement des exportations du Canada vers la région ». Les marchés les plus sévèrement touchés, si l'on fait abstraction du Japon et de la Chine, ne reçoivent que 3% des exportations locales, ce qui incite Mme Lapointe à anticiper que les effets directs sur l'économie canadienne soient « relativement modeste ». La fluctuation des prix de certains secteurs d'exportation notamment le bois d'oeuvre, le charbon, les minéraux et le blé est anticipée bien que les impacts pour le Canada soient limités. Le pays est devenu davantage un exportateur de services et de biens manufacturés haut de gamme qu'un exportateur de produits primaires et les éléments de base de l'économie sont solidifiés, ce qui assure une position financière saine. Seules les provinces de l'ouest seront les plus touchées puisqu'elles consacrent 30% de leurs exportations vers l'Asie.

Pour le Canada ainsi que la Banque Mondiale et la Banque Asiatique de Développement, le Fonds Monétaire International a un rôle déterminant à jouer dans le rétablissement de la stabilité financière des pays d'Asie. Lors d'une rencontre des dirigeants de l'APEC en novembre dernier, il a été établi que de « saines politiques macroéconomiques ainsi qu'une réforme des systèmes bancaires » demeuraient fondamentales. Cette rencontre a débouché sur cinq décisions qui permettront aux pays d'Asie de faire face à cette crise financière: 1) devancer de deux ans le plan de libéralisation du commerce; 2) simplifier et normaliser les procédures douanières; 3) développer un plan d'infrastructures visant à augmenter la participation du secteur privé; 4) promouvoir l'idée du développement durable en créant des milieux urbains viables et 5) renforcer l'engagement de l'APEC à l'égard du secteur privé et englober d'autres secteurs de dévelopement économique.

Pour Mme Lapointe, le retour d'une croissance stable doit prendre en considération la réalité de la mondialisation et encourager le libre-échange ainsi que le retour à des politiques monétaires judicieuses. Il faut de plus se préoccuper des questions de la « saine gestion » (amélioration de la transparence des institutions) et de l' « environnement » (cadre de réglementation plus rigoureux) afin d'éviter d'autres chocs financiers dans l'avenir.

En conclusion, la communauté internationale, dont le Canada fait partie, a pris des moyens pour aider les pays d'Asie-Pacifique à surmonter leurs problèmes. En guise d'exemple, notons ses contributions aux institutions financières internationales, son engagement financier à titre de seconde ligne de défense de la Corée du Sud ainsi que son aide alimentaire et agricole en Indonésie. Afin de retrouver leur dynamisme et d'assurer une stabilité financière à long terme, le Canada est persuadé que les pays d'Asie-Pacifique doivent procéder à une application intégrale du programme de réforme proposé par le FMI.

Questions

1) Quel est le rapport entre la crise européenne (1990), la crise mexicaine (1997) et la crise asiatique?

Le professeur Su affirme que les crises mexicaines et asiatiques ne sont pas de la même ampleur et que les causes sont différentes. La seule similitude repose sur le fait que chacun des pays a fait des emprunts sur les marchés internationaux et qu'ils ont effectué un retrait rapide, entraînant d'un coup la dévaluation de leur monnaie. Le cas de la crise asiatique est, selon lui, beaucoup plus profond en ce sens qu'il résulte d'un dérapage dans la gestion de leurs activités économiques face à une nouvelle situation.

Le professeur De Koninck ajoute que la crise mexicaine a été dicté par les États Unis seulement alors que la crise asiatique fait état d'inter-dépendances beaucoup plus diverses.

2) Quel devrait être le rôle de l'ASEAN?

Selon le professeur Hervouet, l'ASEAN ne peut assumer un rôle de coordination puisque la situation politique est beaucoup trop sensible. On ne peut s'attendre à une quelconque solidarité dans ce contexte. L'ASEAN est donc très prudente et muette.

Mme Lapointe ajoute qu'il n'est pas dans la tradition de l'ASEAN de faire des commentaires. Elle requestionne cette position en se demandant si justement l'ASEAN ne va pas être obligée de changer afin d'assumer un rôle plus actif. Le professeur Hervouet semble plutôt pessimiste à ce sujet parce que selon lui aucun organisme ne désire réellement coordonner.

3) Quelles sont les origines de cette crise? Quels sont les remèdes proposés par le FMI?

Le professeur De Koninck revient brièvement sur le **contexte d'émergence** de cette crise en mentionnant quelques-uns des termes clé:

- sur-investissement;
- manque de transparence et d'information;
- mondialisation trop rapide;
- corruption.

En ce qui concerne **les remèdes**:

- savoir gérer les finances par une plus grande diversification des investissements;
- diversifier les sources d'emprunt;
- améliorer l'information diffusée par le FMI;
- préconiser une libéralisation du commerce.

Le professeur De Koninck met un bémol sur le manque de transparence en ce sens qu'il importe de comprendre que le capitalisme mondial s'est toujours accommodé de la flexibilité du système économique asiatique et a su en tirer d'énormes privilèges. Selon le professeur De Koninck, les grands coupables de cette crise sont les méga-projets qui ont des impacts considérables dans les pays et qui créent moins d'emplois qu'ils n'en détruisent. La création d'emplois se situe davantage dans les pays investisseurs.

Il faut comprendre les préceptes et les mécanismes de la mondialisation et les conditions dans lesquelles elle se réalise. Le plus difficile, comme le souligne le professeur Su, est de gérer ce dynamisme. Il convient de mettre de l'ordre dans le système financier, comme l'indique le professeur Hervouet, comme tente actuellement de le faire le Japon.

4) La vision du Canada face aux lendemains de la crise n'est-elle pas trop optimiste?

Le Canada, comme le souligne Mme Lapointe, essaie de voir le côté le plus positif de la crise afin de poursuivre. Il éprouve une certaine inquiétude de voir l'Indonésie tarder à se joindre aux propositions du FMI. De plus, après s'être engagé dans l'année Asie-Pacifique, où l'on a tenté d'encourager les entreprises canadiennes à investir en Asie, il serait désastreux de les aviser d'être maintenant prudents.

Comme le souligne le professeur Hervouet, ce discours n'est-il pas justement trop rassurant? Mme Lapointe affirme qu'on ne peut qu'encourager une diversification des investissements et des exportations sans toutefois détenir un quelconque pouvoir d'imposition.

5) Que doit-on penser de la façon dont sont contrôlés les capitaux? Est-ce que ce contrôle est possible? Doit-on considérer l'action du FMI satisfaisante?

Le professeur Su soutient qu'il faut trouver la façon d'encadrer la circulation des capitaux et de favoriser la libéralisation du marché, deux positions qui sont relativement différentes. En situation de conflits d'intérêt, la vigilance est de rigueur. Il faut assurer un meilleur contrôle des informations pour en arriver à un système de gestion plus efficace.

À propos des actions du FMI, le professeur Su souligne que cette institution impose une seule solution qui est la libéralisation du marché. Il pense que cette solution ne s'applique pas à toutes les situations. Le FMI semble manquer de flexibilité.

6) Quelles sont les valeurs asiatiques?

Le discours sur les valeurs asiatiques, comme le mentionne le professeur De Koninck, est réactionnaire à l'autoritarisme visant l'imposition d'un modèle politique unique. Une telle attitude sème la crainte et provoque une crise de confiance. Selon le professeur Su, l'adaptation est possible, faisant ainsi référence à l'exemple du Japon.

Selon le professeur Su, les valeurs sont malheureusement souvent utilisées pour des fins douteuses. Mme Lapointe mentionne qu'on invoque souvent la question des valeurs asiatiques pour se sortir d'une situation embarassante. Elle réfère à un exemple précis: lorsque les pays occidentaux mettent une pression sur les pays asiatiques concernant les droits de la personne.

Il est aussi réducteur d'aborder la question des valeurs asiatiques en terme d'homogénéité alors que nous sommes en présence de réalités spécifiques et diverses. Le problème selon le professeur Hervouet est l'amalgame promulgué en occident entre les valeurs confucéennes versus le développement économique.

7) Mondialisation et régionalisation des économies. Qui sont les leaders en Asie?

Selon Mme Lapointe, l'APEC est une organisation importante pour la libéralisation du commerce. Pour le professeur Hervouet, le leadership de l'APEC n'est pas de toute évidence parce que cet organe exclut l'Asie du Sud de sa délimitation géographique. Quand à l'ASEAN, malgré ses tentatives d'intégration, son avenir est incertain, surtout depuis la crise financière.

Il n'est pas évident de savoir s'il existe un pays dominant en Asie en raison des divergences multiples. La Chine et le Japon jouent, selon Mme Lapointe, un rôle actif compte tenu du contexte de développement plus favorable. Le professeur Su mentionne la contribution particulière de la Chine dans la crise puisque ce pays n'a pas connu la dévaluation de sa monnaie. Selon le professeur Hervouet, le Japon ne peut être un leader pour des raisons d'ordre historique et la Chine ne pourra pas assurer un rôle intégrateur en raison de sa vaste superficie, soulevant davantage de crainte que de confiance.

[illegible] de la région: 1,4 million de dollars, soit près de 750 000 $ en frais de séjour et 650 000 $ en dépenses quotidiennes.

LA CRISE FINANCIÈRE EN ASIE ORIENTALE

Le Groupe d'études et de recherche sur l'Asie contemporaine (GÉRAC), rattaché à l'Institut québécois des hautes études internationales (IQHEI), en collaboration avec le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère, a organisé récemment une table-ronde sur les origines et impacts de la crise financière en Asie orientale. Cet événement s'inscrivait en continuité avec le Forum sur les relations internationales du Canada qui s'est déroulé à Québec en août dernier. Différentes problématiques ont été abordées en lien avec cette thématique centrale: les spécificités et contraintes économiques, les retombées sur les populations, les vulnérabilités politiques ainsi que les impacts sur les politiques canadiennes. La rencontre mettait à profit différents experts, notamment Gilliane Lapointe, responsable des communications au Service de planification et coordination régionales pour l'Asie-Pacifique du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Zhan Su, professeur au Département de management, Rodophe De Koninck, professeur au Département de géographie, Gérard Hervouet, professeur au Département de science politique. Leurs présentations ont soulevé de nombreuses questions sur les causes de la crise, les solutions, l'attitude du gouvernement Canadien et de l'ASEAN ainsi que sur les valeurs asiatiques. Le rapport de cette table-ronde sera bientôt rendu disponible au bureau du GÉRAC. On peut rejoindre le groupe au 656-2133 ou par courriel à gerac@hei.ulaval.ca.

Éditeur: Le Service des communications, Université Laval, Québec, G1K 7P4. Téléphone: (418) 656-2571.

Ed. des Environs
23 Août 1998
CAMPUS EXPRESS